



9 février 2012

## PERSPECTIVES DE CROISSANCE À LONG TERME DE L'ÉCONOMIE DES PROVINCES CANADIENNES

*Croissance annuelle inférieure à 2 % à long terme prévue pour six provinces*

### Faits saillants

- Dans cette analyse, nos prévisions portent sur la croissance de l'économie des provinces pour la période 2016-2021. Le choix de cette période s'explique par le fait qu'il faudra environ de trois à quatre ans pour que l'économie se remette complètement de la crise de 2008-2009; nous nous sommes également concentrés sur les tendances à long terme non exposées aux influences des cycles économiques.
- Nous avons établi nos projections sur une série d'hypothèses liées à la croissance de la productivité du travail et de la main-d'œuvre disponible. L'interprétation de ces chiffres nous permet d'affirmer que le vieillissement de la population et une croissance médiocre de la productivité pèseront sur toutes les perspectives de croissance. Toutefois, au-delà des tendances qui se dégagent, les divergences régionales vont persister.
- Forte d'une croissance moyenne annuelle de son PIB réel de 2,5 %, l'Alberta devrait conserver son titre de chef de file des économies provinciales. La Saskatchewan, qui affiche une croissance de 2,3 %, la talonne.
- L'Ontario et la Colombie-Britannique devraient arriver toutes deux ex æquo en troisième place, chacune ayant une croissance annuelle du PIB réel de 2,1 %. Une croissance de la main-d'œuvre disponible supérieure à la moyenne, aidée par la présence d'immigrants qui choisissent de s'établir en grand nombre dans ces provinces, contribuera à l'atteinte de ce résultat.
- Le Québec et les provinces atlantiques fermeront la marche en rangs serrés, en grande partie en raison d'importants défis sur le plan démographique qui se posent dans chaque région.
- Les chiffres de nos prévisions peuvent changer compte tenu des chances d'amélioration de la situation et des risques de détérioration qui accompagnent notre analyse. Il semble que des mesures concertées des secteurs public et privé s'imposent pour qu'à l'avenir l'ensemble des Canadiens puissent profiter du même niveau de vie, quel que soit le lieu où ils habitent.

Nous avons reçu hier les estimations tirées du dernier recensement concernant les changements démographiques survenus depuis 2006. Cet arrivage de données a relancé les discussions sur les enjeux économiques à long terme découlant de l'évolution et du vieillissement de la population. Dans une analyse publiée il y a tout juste deux ans, nous avons évalué l'expansion économique du Canada à longue échéance à la lumière de certaines de ces influences structurelles clés. À l'époque, il était estimé que, en raison du vieillissement de la population et d'une croissance relativement médiocre de la productivité, l'économie adopterait un rythme annuel de croisière d'environ 2 % pour les dix années suivantes, en baisse par rapport au taux moyen pour le long terme de 2,6 % affiché alors depuis vingt ans.

Nous allons pousser un peu plus loin notre analyse, en établissant les perspectives de croissance à long terme des provinces canadiennes. L'interprétation de ces chiffres nous permet d'affirmer que d'importantes

divergences régionales devraient persister de l'Atlantique au Pacifique, aucune région n'étant épargnée par les défis qui se présenteront sur le plan démographique. L'ouest continuera de régner en maître. Le Québec et les provinces maritimes ne pourront rattraper leur retard dans les dix prochaines années et risquent en fait de voir l'écart se creuser davantage. Ces variations régionales, exprimées selon un taux par habitant (une indication raisonnable du niveau de vie), sont toujours présentes, quoique les tendances démographiques atténuent certaines différences en matière de croissance économique. Le clivage régional qui persiste influe grandement toutefois sur le tableau national en ce qui concerne les disparités de revenus, les revenus budgétaires et les pressions exercées sur les dépenses publiques.

### Facteurs d'une croissance économique à long terme

Le potentiel de croissance à long terme d'une économie peut être attribué au jeu combiné de deux composantes : 1) l'augmentation du nombre de travailleurs (ou du nombre d'emplois) disponibles et 2) un recours efficace de la main-d'œuvre pour augmenter la productivité (ou pour créer des gains de productivité du travail). La première composante se mesure assez facilement. Elle prend en compte la croissance prévue de la population, la structure par âge sous-jacente de la population et le taux d'activité sur le marché du travail. L'afflux d'immigrants au Canada et les tendances des migrations interprovinciales influencent de manière non négligeable cette partie de l'équation. La seconde composante est plus difficile à quantifier, vu la quantité de facteurs en jeu et leur interaction complexe. Prenons les politiques fiscales, par exemple : on pense souvent qu'elles agissent beaucoup sur la productivité, mais celle-ci est aussi fonction des infrastructures, de la scolarité, de l'importance de l'investissement dans les entreprises et de la part des industries dans l'économie. Dans les économies développées basées sur les ressources naturelles, la diminution de la productivité à l'approche de l'épuisement de la ressource peut d'ailleurs faire baisser la productivité.

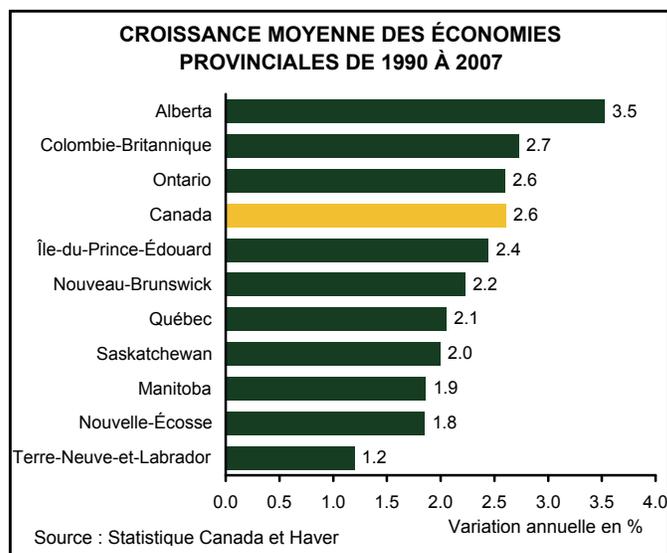
### L'historique de la croissance met les choses en perspective

Pour augmenter leur utilité, il faut établir les projections avec un point de comparaison. Nous avons choisi la période allant de 1990 à 2007 comme point de comparaison pour nos perspectives à long terme. Cette tranche d'années, au choix arbitraire aux yeux de certains, englobe deux cycles économiques complets. À titre de référence, nous résumons ces données historiques dans le tableau ci-joint.

Au cours de cette période, la croissance annuelle moyenne de l'économie a varié assez sensiblement d'un bout à l'autre du pays. L'Alberta est en tête de toutes les provinces; Terre-Neuve-et-Labrador ferme la marche. Bien que l'écart des taux de croissance du PIB ici et là au pays puisse paraître négligeable à première vue pour certains, il importe de préciser que les différences s'accroissent au fil du temps. Aux fins d'illustration, prenons deux économies en tout point identiques. Une économie qui progresse à un taux annuel de 3,5 % doublerait son PIB en 21 ans. En comparaison, il faudrait trois fois plus de temps à une économie qui connaît une croissance annuelle de 1,2 % pour doubler son taux.

Comme il a été affirmé précédemment, il est possible d'analyser les sous-composantes de la croissance à long terme, ce qui nous permettra de dégager certains des aspects les plus intéressants des portraits régionaux :

- Même s'il était excellent vers la fin de la période de comparaison, le taux de croissance annuel moyen de la main-d'œuvre disponible de 1990 à 2007 occupe une vaste fourchette. Terre-Neuve-et-Labrador est en queue de peloton, avec un taux de croissance de sa main-d'œuvre disponible de zéro. Le champ pétrolifère Hibernia, entré en exploitation en 1997, a permis d'engranger des gains en capital tant physique qu'humain. Terra Nova, lui, a commencé à produire en 2002 et White Rose, trois ans plus tard, en 2005. Ces projets d'envergure ont entraîné une hausse annuelle de 1,2 % de la productivité du travail, ce qui correspond grosso modo à la performance nationale. La province a également vu certains de ses habitants partir s'installer ailleurs au pays, en Alberta plus précisément. Comme



la croissance économique est uniquement attribuable à une seule sous-composante, la province est en fin de liste au classement pour ce qui est de la croissance économique (1,2 %).

- La situation de la Saskatchewan ressemble de près à celle de Terre-Neuve-et-Labrador. Au cours de la période 1990 à 2007, le taux de croissance de seulement 0,4 % par année de sa main-d'œuvre disponible est anémique. Les gains marqués en productivité ont fait ajouter 1,6 % par année, pour donner un chiffre de croissance économique global de 2,0 % pour la province. Le facteur de main-d'œuvre disponible de l'équation se fait ressentir, puisque la Saskatchewan a déployé des efforts pour attirer de nouveaux immigrants; selon les estimations de Statistique Canada, la croissance annuelle de la population saskatchewanaise a été de zéro en moyenne de 1990 à 2007. Des gains de productivité ont toutefois été enregistrés, au moment où la province commençait à mettre en valeur ses ressources naturelles et qu'elle profitait de la manne financière de sa voisine albertaine.
- Le Québec, les Maritimes et le Manitoba occupent la moitié inférieure du classement. Leurs gains de productivité respectifs sont regroupés dans une étroite fourchette (de 1,1 à 1,5 %). Par conséquent, la différence des résultats de ces cinq provinces par rapport à la croissance du PIB principal réside essentiellement dans la croissance de la main-d'œuvre disponible. De manière générale, le Québec affiche un taux d'activité inférieur aux autres provinces, surtout en raison de l'âge de sa population. Toutefois, cette situation n'empêche pas sa main-d'œuvre disponible de bien se porter, puisqu'il réussit à attirer environ de 15 à 20 % de l'ensemble des nouveaux immigrants admis au Canada chaque année. Dans ce groupe, c'est l'Île-du-Prince-Édouard qui enregistre le taux de croissance le plus élevé de la main-d'œuvre disponible, soit approximativement 1,0 % par année de 1990 à 2007. Malgré un accroissement annuel négligeable de sa population, le taux d'activité de la province insulaire a augmenté de plus de trois points de pourcentage relativement à la période de comparaison. Par rapport au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard, les trois autres provinces (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Manitoba) occupent le milieu du classement pour ce qui est de la croissance de la main-d'œuvre disponible. En dépit de leurs profondes

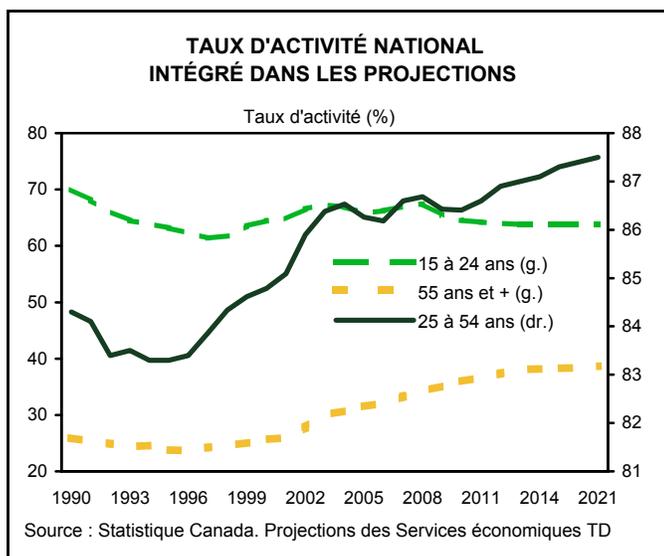
différences, les cinq provinces de ce groupe affichent un taux de croissance économique annuelle situé entre 1,8 et 2,4 %.

- La croissance économique de la Colombie-Britannique (2,7 %) et de l'Ontario (2,6 %) est attribuable à parts égales aux sous-composantes que sont la main-d'œuvre disponible et la productivité. Les deux provinces ont vu leur population s'accroître annuellement (de 1,2 à 1,5 %) à un taux supérieur à la moyenne nationale (1,0 %). S'y sont installés environ de 65 à 70 % des nouveaux immigrants du pays, un segment de la population habituellement très actif sur le marché du travail. Par contre, les gains de productivité étaient moins prononcés. En Colombie-Britannique, ils ont augmenté en moyenne de 1,0 % par année, mais la pâleur de ce chiffre sur le tableau national des résultats peut provenir des difficultés inhérentes qu'il y a à mesurer les gains de productivité des économies de services et de la lente progression du capital physique. Par ailleurs, la province manufacturière de l'Ontario a subi une concurrence sans cesse plus forte de la part des marchés émergents. Jusqu'à la mi-2003, la faiblesse du huard par rapport aux autres monnaies a profité aux manufacturiers d'ici. Sa vigueur, toutefois, fait baisser les niveaux de productivité canadiens.
- Les prix des produits de base et du pétrole brut étaient passablement bas dans les années 1990; de 2001 à 2007, un boom des matières premières s'est produit, accompagné d'une hausse du prix des produits de base et du pétrole. Chaque fois, la situation a profité à l'économie albertaine. Lorsque les prix étaient

**CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ANNUELLE RÉELLE ET PROJETÉE**  
(variation annuelle moyenne en pourcentage)

	1990-2007	2016-2021
<b>Canada</b>	<b>1.0</b>	<b>1.0</b>
Colombie-Britannique	1.5	1.5
Alberta	1.8	1.7
Saskatchewan	0.0	1.1
Manitoba	0.4	0.9
Ontario	1.2	1.1
Québec	0.5	0.6
Terre-Neuve-et-Labrador	-0.7	-0.1
Île-du-Prince-Édouard	0.3	0.3
Nouveau-Brunswick	0.0	0.1
Nouvelle-Écosse	0.2	0.1

Source : Statistique Canada



passablement bas, les gains de productivité et la croissance de la main-d'œuvre disponible étaient au-dessus de la moyenne à une époque où l'Alberta explorait ses champs pétrolifères traditionnels. L'exploration pétrolière est une activité qui nécessite une main-d'œuvre assez nombreuse, et les médias signalaient souvent des pénuries de main-d'œuvre, même si la croissance de la main-d'œuvre disponible était au-dessus de la moyenne. Toutefois, au début des années 2000, le secteur énergétique a commencé à passer à l'extraction du pétrole dans des champs non traditionnels, comme les sables bitumineux. Pour ce genre de travaux, la production et l'exploration sont plus complexes et plus coûteuses et nécessitent moins de main-d'œuvre. Par conséquent, les gains de productivité se sont amoindris durant la première partie de la décennie. Dans l'ensemble, l'Alberta a affiché un taux de croissance réelle de son économie de 3,5 %

en moyenne par année de 1990 à 2007, un résultat à près d'un point de pourcentage au-dessus des autres provinces.

### Projections à long terme la croissance des économies provinciales

Pour nos pronostics, nous nous attarderons à la période allant de 2016 à 2021. Nous avons délimité ainsi cette période parce que nous voulions nous pencher sur le rythme de progression estimatif des économies provinciales. D'ici cette période, les blessures de la récente récession se seront cicatrisées et l'écart qu'elle aura creusé aura été comblé. Bien que cet horizon semble lointain pour certains, il faut savoir que de trois à quatre années sont nécessaires pour que la situation se rétablisse partout au pays. Les lecteurs qui souhaitent explorer plus à fond les prévisions à court et à moyen terme de chaque province auront le loisir de consulter nos perspectives économiques provinciales [ici](#).

#### Croissance de la main-d'œuvre disponible

À longue échéance, la taille de la main-d'œuvre disponible tend à suivre celle de la population active. Ce constat explique notre utilisation de ce dernier facteur aux fins de nos projections. Les estimations à la base s'appuient sur des projections de Statistique Canada quant à l'évolution de la population établies selon un scénario constant. Même si ces chiffres sont produits à partir de données estimées en date du 1er juillet 2009, les nouvelles projections démographiques ne seront pas publiées avant un certain temps. Toujours est-il qu'il est peu probable que les nouvelles projections dressées à partir des résultats du recensement de 2011 puissent modifier sensiblement ces pronostics, nos interprétations ou nos conclusions.

Nous avons utilisé la série du « scénario de crois-

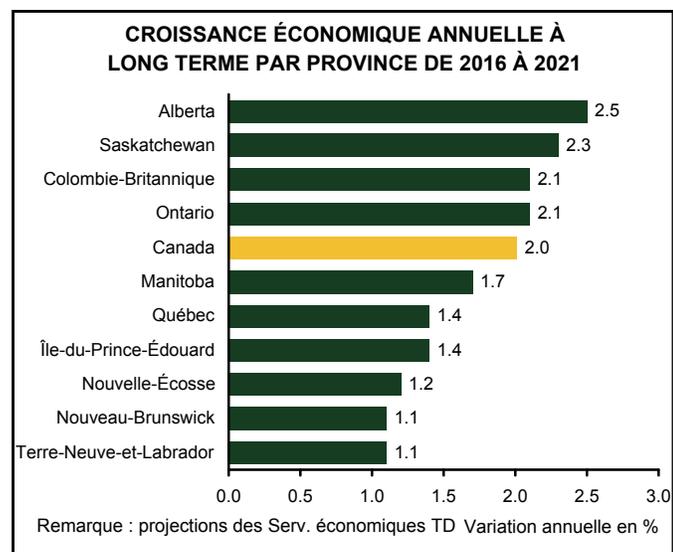
CROISSANCE ÉCONOMIQUE NATIONALE ET PROVINCIALE À LONG TERME (variation annuelle en pourcentage)						
	1990-2007			2016-2021		
	Cr. de la main-d'œuvre disp.	Gains de productivité	Cr. économique à long terme	Cr. de la main-d'œuvre disp.	Gains de productivité	Cr. économique à long terme
<b>Canada</b>	<b>1.3</b>	<b>1.3</b>	<b>2.6</b>	<b>0.7</b>	<b>1.3</b>	<b>2.0</b>
Colombie-Britannique	1.7	1.0	2.7	1.1	1.0	2.1
Alberta	2.3	1.2	3.5	1.3	1.2	2.5
Saskatchewan	0.4	1.6	2.0	0.7	1.6	2.3
Manitoba	0.7	1.2	1.9	0.5	1.2	1.7
Ontario	1.3	1.3	2.6	0.8	1.3	2.1
Québec	0.9	1.1	2.1	0.3	1.1	1.4
Terre-Neuve-et-Labrador	0.0	1.2	1.2	-0.1	1.2	1.1
Île-du-Prince-Édouard	1.0	1.5	2.4	-0.1	1.5	1.4
Nouveau-Brunswick	0.7	1.5	2.2	-0.4	1.5	1.1
Nouvelle-Écosse	0.7	1.2	1.8	0.0	1.2	1.2

Source : Statistique Canada et Haver Analytics. Projections des Services économiques TD

sance moyenne », qui couvre jusqu'à l'année 2036 et qui prend pour hypothèse une évolution des taux annuels d'immigration, de migration interprovinciale et d'émigration cohérente avec l'historique récent. À partir de ces tendances démographiques, nous avons formulé une série d'hypothèses concernant le taux d'activité de trois groupes d'âge différents.

- Dans le cas des jeunes travailleurs (de 15 à 24 ans), une baisse graduelle du taux d'activité est à prévoir en raison de l'existence de mesures pour contrer le décrochage scolaire jumelées à une importance accrue accordée à l'acquisition de capital humain par les employeurs.
- Après avoir connu une remontée remarquable dans les années 1970 due à l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, le taux d'activité des travailleurs d'âge moyen (de 25 à 54 ans) poursuivra sa progression, quoique à un rythme plus lent qu'il n'a été observé jusqu'ici.
- Le dernier groupe d'âge réunit les travailleurs de 55 ans et plus. Des mesures, comme la fin de la retraite obligatoire et des changements aux régimes de retraite visant en quelque sorte à dissuader un retrait du marché du travail, devraient faire augmenter le taux d'activité de ces travailleurs.

Le tableau de gauche illustre les hypothèses formulées pour l'ensemble du pays. Nous avons implicitement incorporé ces tendances aux taux largement acceptés des provinces respectives. L'incidence des changements sur la main-d'œuvre disponible varie selon les régions. La croissance de la population active devrait être positive,



PIB RÉEL PAR HABITANT RÉEL ET PROJETÉ (variation annuelle moyenne en pourcentage)		
	1990-2007	2016-2021
<b>Canada</b>	<b>1.6</b>	<b>1.0</b>
Colombie-Britannique	1.2	0.6
Alberta	1.7	0.8
Saskatchewan	2.0	1.1
Manitoba	1.4	0.8
Ontario	1.4	1.0
Québec	1.5	0.8
Terre-Neuve-et-Labrador	1.9	1.2
Île-du-Prince-Édouard	2.1	1.0
Nouveau-Brunswick	2.2	1.1
Nouvelle-Écosse	1.7	1.1

Source : Statistique Canada. Projections des Serv. écon. TD

quoique modeste, dans la plupart des régions de l'ouest et en Ontario en raison de leur grande attractivité auprès des migrants en provenance des autres pays ou provinces. Plus précisément, la Saskatchewan devrait profiter d'une population autochtone plus importante que la moyenne, du fait que celle-ci a un taux de fécondité supérieur à celui des autres communautés. L'est du pays ne devrait pas profiter de pareille vigueur attribuable à la croissance démographique. Les projections d'un accroissement démographique global relativement faible pour le Québec et pour les provinces atlantiques portent à croire que l'augmentation de la main-d'œuvre peut en réalité être négligeable, voire, selon la province, nuire à la croissance.

### Gains de productivité

Établir des projections relativement aux gains de productivité est un exercice plus difficile, par nature, que de prévoir les tendances démographiques ou relatives à la population active. La raison est que la productivité est fonction d'un certain nombre de facteurs complexes et d'interconnexions compliquées. Pour établir des projections à long terme de la croissance des économies provinciales, nous avons supposé que les gains de productivité moyens constatés sur la période 1990-2007 continueront de se produire de 2016 à 2021. La période de données historiques est suffisamment longue pour permettre une assise raisonnable de notre analyse.

### Collecte des données et lecture des résultats

Afin d'établir nos projections de la croissance économique à long terme, nous avons additionné les chiffres estimatifs de la productivité et de la croissance de la main-d'œuvre précédemment énoncés. Il s'agit d'un exercice purement

machinal, puisqu'il est supposé que les gains de productivité sont constants et que nous avons formulé des hypothèses afin d'estimer la croissance de la main-d'œuvre disponible.

Pour ce qui est des chiffres de la période allant de 1990 à 2007, voici un énoncé de certaines des tendances pertinentes qui devraient se confirmer :

- Comme nous l'avons indiqué pour la période de comparaison, l'Alberta continuera d'afficher la plus forte croissance. Elle devrait enregistrer un taux de 2,5 % au cours de la période 2016-2021.
- La Saskatchewan et le Manitoba se sont hissés au deuxième et au cinquième rang respectivement. Par ailleurs, la Saskatchewan est la seule province qui pourrait enregistrer un taux de croissance économique annuel supérieur (2,3 %) de 2016 à 2021 par rapport à la période de comparaison (2,0 %). Une plus grande croissance de la population active peut expliquer cette montée au classement des deux provinces. Voilà dix ans, Toronto, Vancouver et Montréal accueillaient quatre nouveaux immigrants canadiens sur cinq. Elles en accueillent dorénavant trois sur cinq, Saskatoon, Regina et Winnipeg se disputant une part sans cesse plus grande de néo-Canadiens.
- Avec une croissance de leur PIB de 2,1 %, l'Ontario et la Colombie-Britannique arrivent ex aequo en troisième place pour la période 2016-2021. Bien que leur position au classement des provinces n'ait pas changé beaucoup, leur taux de croissance absolue pourrait diminuer d'un point de pourcentage environ.
- L'afflux prévu de personnes vers d'autres régions du pays de même que les efforts déployés par les autres provinces pour attirer des personnes d'autres pays assombrissent les prévisions de main-d'œuvre disponible pour le Québec et les provinces atlantiques. Pour la province francophone, nous projetons un taux de croissance de la main-d'œuvre disponible de seulement 0,3 % pour la période 2016-2021. La situation des provinces atlantiques ne sera guère plus reluisante. Des chiffres décevants combinés à de piètres gains de productivité donneront une croissance économique annuelle variant de 1,1 à 1,4 % pour chacune de ces provinces.

#### *Tenir compte des variations démographiques*

La croissance du PIB par habitant est habituellement

interprétée comme une indication du niveau de vie. D'après notre analyse, le taux de croissance économique réel national par habitant pourra baisser en moyenne par année de 1,6 % de 1990-2007 à 1,2 % en 2016-21. À l'échelle régionale, toutes les provinces verront augmenter leur PIB réel par habitant, mais à un rythme moindre qu'au cours des vingt dernières années. Autrement dit, il y aura moins de nouvelles ressources par personne pour financer un niveau de vie plus élevé.

Les divergences régionales persistent, selon un taux exprimé par habitant, mais l'écart entre la première et la dernière province est moins prononcé que ce n'est le cas pour la seule croissance économique. De 1990 à 2007, l'écart entre la première et la dernière province était de 0,9 point de pourcentage. Au cours de la période couverte par nos prévisions, l'écart pourrait se rétrécir de moitié environ, pour se fixer à 0,5 point de pourcentage.

Le classement des provinces qu'on obtient en appliquant une évaluation par habitant diffère du résultat indiqué à la section précédente parce que, pour déterminer le niveau de vie, on prend en considération les projections relatives tant à la croissance économique qu'aux variations démographiques. Si l'on considère le PIB par habitant, la Saskatchewan se détache des autres provinces, en partie grâce à une croissance économique basée sur les matières premières et une croissance moyenne de sa population active. Terre-Neuve-et-Labrador est propulsé en deuxième place, un contraste frappant avec la dixième place que cette province occupait au classement selon la croissance économique. En raison d'une évolution démographique qui frôle un taux envisagé de croissance zéro ou légèrement négatif, la croissance rapportée au nombre d'habitants la fait se distinguer. L'Ontario et la Colombie-Britannique occupent les deux dernières positions. Dans les deux cas, chaque province pourrait n'afficher qu'une croissance économique modeste. Toutefois, la même remarque concerne aussi la croissance démographique. Par conséquent, les deux différentes mesures du PIB se trouvent à annuler chacune des tendances.

#### **Conséquences des disparités de revenus régionales**

Une des informations à retenir de cet exercice est que le rapport de forces économiques penchera encore en faveur de l'ouest à l'avenir. En théorie, les régions à faible revenu ont tendance à rattraper du terrain par rapport aux régions à revenu élevé lorsqu'on considère le PIB par habitant au fil du temps – c'est ce qui s'appelle la « convergence ». Dans

le contexte canadien, des progrès ont été marqués sur ce plan depuis 25 ans, notamment entre la région atlantique et l'Ontario. Toutefois, nos projections établies selon un scénario constant impliquent que le Québec et les provinces maritimes ne devraient pas rattraper de terrain dans les dix prochaines années. Elles pourraient même accuser un retard par rapport aux premiers de tête.

Les divergences régionales n'étant pas prêtes de s'estomper, voyons les conséquences qui en découlent. Tout d'abord, le programme fédéral de péréquation vise à permettre aux provinces concernées de combler leurs lacunes en matière de prestation de services publics ou d'augmenter leurs recettes. Selon nos prévisions, ce programme devrait conserver sa fonction de redistribution au cours de la période 2016-2021. Comme l'enveloppe globale prévoit des montants minimaux et maximaux pour les hausses de coûts annuelles du programme, les coffres du gouvernement fédéral devraient suffire à réaliser la péréquation telle que la situation l'exige aujourd'hui. Ensuite, les différentes projections de croissance de la main-d'œuvre disponible ici et là au pays de 2016 à 2021 indiquent que les conditions d'emploi et même la tenue du marché de l'habitation dans son ensemble seraient plutôt favorables à l'ouest et à l'Ontario plutôt qu'aux autres provinces.

Nul doute que le vieillissement de la population risque de faire augmenter les dépenses publiques pour financer les programmes de retraite publics, les soins de santé et les prestations aux aînés à faible revenu. Si l'économie connaît une croissance modérée, les rentrées de fonds seront restreintes. Les pressions exercées sur les dépenses et les recettes menaceront gravement l'équilibre budgétaire global. Elles pèseront plus lourd pour le Québec et l'est canadien.

### **Les risques posés par ces projections**

L'analyse que nous avons entreprise est une projection et non une prévision. Nous entendons par là simplement que nous avons formulé de nombreuses hypothèses selon un scénario constant et supposé que les tendances à long terme continueront de dominer. À titre d'exemple, nous avons hésité avant d'intégrer une explosion de la productivité à long terme dans nos projections, étant donné la piètre fiche des provinces. Par ailleurs, le vieillissement de la population pourrait accompagner un changement remarquable du capital par rapport à la main-d'œuvre à longue échéance.

Les gouvernements reconnaissent depuis longtemps la menace de défis économiques à long terme et ont déployé plusieurs mesures pour améliorer le cadre des politiques. À

preuve, les réductions d'impôt sur les sociétés aux paliers provincial et fédéral et l'introduction de la taxe de vente harmonisée en Ontario. En fait, les provinces pratiquent un taux effectif marginal d'imposition des entreprises parmi les plus bas en Amérique du Nord. Les provinces de l'ouest ont également mis en application des ententes bonifiées sur le commerce et la mobilité de la main-d'œuvre afin d'abaisser les barrières. Aussi, les investissements faits en cascades ces dernières années en infrastructure et en éducation commenceront à rapporter au cours de la période 2016-2021. Bien qu'on accepte le fait qu'un effort remarquable ait déjà été déployé, il s'écoule souvent bien du temps entre l'application des mesures gouvernementales et leur transformation en gains de productivité.

Les gouvernements ont mené à bien quantité d'actions récemment, mais une époque de compressions budgétaires est à nos portes. À l'heure actuelle, seules deux provinces sont en situation de surplus budgétaire, et le ratio du déficit fédéral et provincial combiné au PIB pour l'exercice 2011-2012 s'établit à 3,3 %. Selon que les gouvernements choisissent une méthode plutôt qu'une autre pour éliminer leur déficit et selon la durée en années de leurs interventions, réduire les coûts ou produire des revenus risque de nuire à la croissance à long terme de l'économie.

En ce qui touche la productivité, il existe encore de nombreux domaines où intervenir pour améliorer les perspectives à long terme. Par exemple, il y aurait lieu de perfectionner les efforts auprès des nouveaux arrivants pour les intégrer efficacement au marché du travail canadien. Gouvernements et entreprises pourraient travailler à développer des relations commerciales avec davantage de pays plutôt que les entretenir essentiellement avec les États-Unis. Enfin, l'appréciation du dollar canadien par rapport au billet vert a rendu moins chères les immobilisations corporelles d'origine américaine. L'appréciation de notre monnaie force toutefois les entreprises canadiennes exportatrices à trouver de nouvelles façons de rester viables. Jusqu'ici, la progression des investissements n'est pas à la hauteur des changements spectaculaires à apporter. Il faudra peut-être beaucoup de temps pour que ces transformations commencent à porter leurs fruits. Une démarche coordonnée et intégrée des secteurs public et privé pour surmonter les défis économiques à long terme pourrait améliorer la compétitivité et le contexte de croissance.

Pour établir nos projections provinciales relatives à la main-d'œuvre disponible, nous avons appliqué un taux d'activité plutôt prudent au groupe d'âge des 55 ans et

plus. C'est là un choix sensé, étant donné l'insuffisance des économies de retraite et la pénurie de jeune main-d'œuvre grandissante qui ont été récemment soulevées. Si le taux d'activité continue sa progression par rapport à notre scénario de base, il existe des chances d'amélioration de nos projections de croissance économique. C'est aussi le cas dans l'éventualité d'un assouplissement de la politique nationale d'immigration ou si certaines provinces réussissaient mieux que d'autres à attirer et à intégrer les nouveaux arrivants. En fait, n'eût été l'apport d'immigrants, le pays connaîtrait rien de moins qu'une baisse de sa population. Sur une note plus positive, une augmentation du taux d'activité des autochtones pourrait contribuer à améliorer la situation démographique et relative à la main-d'œuvre.

Nous nous attendons à ce que ce soient les provinces dont l'économie est basée sur les ressources naturelles qui affichent les meilleurs résultats pour la période couverte par nos prévisions. Nous avons supposé implicitement que le prix des produits de base ne bouge presque pas par rapport à sa valeur récente. Tout écart majeur par rapport à cette hypothèse pourrait amplifier ou réduire les disparités régionales au pays.

Nos projections par province comportent également des risques et des chances d'amélioration spécifiques. Ainsi, le récent contrat de 25 milliards de dollars attribué aux Chantiers Maritimes Inc. en Nouvelle-Écosse pourrait se traduire par d'énormes gains de productivité et une augmentation de la main-d'œuvre supérieure à ce que nous avons présumé dans notre analyse selon un scénario constant (le lecteur pourra consulter [ici](#) les détails de notre analyse de l'incidence de ce projet sur l'économie à court terme). Avant l'annonce du contrat, Statistique Canada avait prévu une augmentation annuelle record de la population néo-écossaise de seulement 0,1 % de 2016 à 2021. Dans notre analyse, nous avons supposé une croissance de la main-d'œuvre plus importante qu'en l'absence du contrat, mais il faudra un revirement majeur pour que cette sous-composante arrive à stimuler considérablement la croissance économique à long terme. En comparaison, les gains de productivité pourraient augmenter à mesure que de la machinerie et de l'équipement sont acquis et que les activités du chantier progressent.

La position de tête des provinces axées sur les ressources dépend beaucoup du calendrier d'extraction des matières premières. À la lecture des documents de son gouverne-

ment et des publications de l'industrie, l'Alberta ne devrait pas cesser avant 2021 le processus d'extraction des sables bitumineux, qui exige une main-d'œuvre abondante. La production de pétrole dans l'est canadien, avant tout en provenance des champs pétrolifères en mer, est, elle, en déclin depuis quelque temps. La mise en exploitation du champ Hebron, prévue pour 2017, devrait renverser ces tendances en partie. Dans son scénario de référence, l'Office national de l'énergie formule également l'hypothèse de la découverte d'un nouveau champ pétrolifère dans la province et d'un début de l'exploitation d'ici 2022. L'emplacement éventuel du site n'est, pour l'heure, pas rendu public. Comme 2022 se situe au-delà de la période couverte par nos prévisions, les niveaux de productivité de la province risquent de diminuer par rapport aux chiffres de notre analyse, et ce, parce que ce type de gains tend à diminuer à mesure que la ressource approche de l'épuisement.

### En conclusion

Les perspectives de croissance à long terme des économies provinciales sont établies en fonction d'une diminution de la main-d'œuvre et de gains de productivité relativement modestes. Ces tendances n'épargneront aucune province. Notre analyse laisse toutefois entendre que certaines provinces afficheront de meilleurs résultats que d'autres. La capacité à attirer des personnes des autres provinces et de l'étranger aidera l'ouest et l'Ontario à être les premiers pour ce qui est de la croissance de l'économie provinciale de 2016 à 2021. Par opposition, la croissance au Québec et dans les provinces de l'est sera presque exclusivement le fait de gains de productivité. Nous sommes conscients que de grands efforts ont été déployés par le secteur public pour améliorer le taux d'activité général et pour stimuler la productivité. Seulement voilà, des perspectives de croissance modérée pour les dix prochaines années et les récentes données du recensement portent à croire que le sujet restera encore d'actualité.

**Derek Burleton**  
*Vice-président et*  
*économiste en chef adjoint*  
416-982-2514

**Sonya Gulati**  
*Économiste*  
416-982-8063

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.